

# Un investissement fédéral «sans condition» pour les garderies québécoises <sup>[1]</sup>

**Author:** Bélair-Cirino, Marco

**Source:** Le Devoir

**Format:** Article

**Publication Date:** 6 Aug 2021

## AVAILABILITY

Access online <sup>[2]</sup>

## EXCERPTS

Les rumeurs de campagne électorale fédérale estivale bruissaient dans le parc Lalancette, jeudi, à Montréal, où Justin Trudeau avait donné rendez-vous à son homologue québécois François Legault. Les deux premiers ministres ont officialisé une « entente asymétrique » Canada-Québec née de l'engagement du premier ministre fédéral à mettre sur pied un « système de services de garde d'enfants de grande qualité » d'un océan à l'autre.

M. Legault n'avait que des bons mots à l'égard de Justin Trudeau après avoir reçu sa part du Plan pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, soit 6 milliards de dollars sur 5 ans. À l'entendre, il s'apprêtait à empocher un chèque en blanc. « C'est important de le dire : le "6 milliards" est sans condition. Donc, c'est le gouvernement du Québec qui va décider de son utilisation », a répété sur tous les tons le chef du gouvernement québécois jeudi dans l'espace vert de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Le gouvernement fédéral déboursera près de 30 milliards de dollars de 2021-2022 à 2025-2026 afin d'épauler les provinces à instaurer des places de garderie à « une moyenne de 10 \$ par jour », et à « améliorer et élargir les services de garde avant et après l'école afin d'offrir une plus grande souplesse aux parents qui travaillent », peut-on lire dans le dernier budget du Canada.

« Le Québec a déjà atteint tou[tes] ces attentes », a fait valoir M. Trudeau derrière un des deux lutrins placés stratégiquement devant un module de jeux sur lequel des enfants s'amusaient comme si de rien n'était.

Le Québec offre déjà des places à « 8 dollars », a-t-il souligné, avant de se faire reprendre. « 8,50 \$! » a lancé M. Legault. « 8,50 \$, mais il y a de l'argent qui s'en vient... Donc, peut-être qu'on va voir autre chose... » a poursuivi M. Trudeau. Face au grincement de dents du premier ministre québécois, il s'est empressé d'ajouter : « C'est à eux de décider. »

## Rémunération «équitable»

Le gouvernement québécois a décidé de consacrer une « portion significative » du transfert de près de 6 milliards au parachèvement du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et à l'amélioration des conditions de travail des éducatrices, a expliqué M. Legault sous un soleil de plomb. Selon lui, les éducatrices doivent percevoir une rémunération « équitable » avec les autres employés de l'État québécois détenant un diplôme d'études collégiales technique. « Actuellement, elles sont sous-payées par rapport à la formation qui [leur] est exigée », a convenu M. Legault au micro. « Pas mal [moins payées] », ont précisé des éducatrices du CPE La Vermouilleuse, de passage dans le parc Lalancette au moment des discours primoministériels.

Le chef du gouvernement québécois a aussi précisé que son équipe « est en train de quadriller le Québec pour être bien sûr que les 37 000 [nouvelles places promises en centres de la petite enfance (CPE)] répondent à toute la demande » des Québécois. Le ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, dévoilera sa stratégie de développement du réseau à la rentrée.

Au 31 mars 2020, le réseau comptait un nombre total de 306 152 places sous permis, dont 235 731 places subventionnées dans des CPE, des services de garde en milieu familial et des garderies subventionnées.

Une des idées pour accroître rapidement le nombre de places à contribution réduite (8,50 \$ par jour) consiste à convertir des garderies privées non subventionnées en garderies privées subventionnées à l'image d'un projet pilote lancé il y a quelques mois, a-t-on glissé à l'oreille du Devoir.

Le montant restant après la retenue pour « compléter le réseau, puis pour augmenter le salaire des éducatrices » servira à « rembourser des dépenses qui ont déjà été faites » par l'État québécois pour déployer le réseau de services de garde éducatifs à l'enfance au fil des quelque 25 dernières années, a indiqué M. Legault. « Le Québec investit déjà 2,7 milliards par année, ce qui n'est pas le cas des autres provinces. C'est pour cela qu'il a une entente asymétrique », a-t-il insisté.

Au nom du « fédéralisme coopératif », M. Trudeau n'a trouvé rien à redire.

L'entente prévoit aussi, selon M. Legault, une aide financière du gouvernement fédéral après 2025-2026. « J'espère Justin que tu as vu

ça ! », a-t-il spécifié tout sourire.

M. Legault a salué M. Trudeau, laissant ce dernier dans le parc de la circonscription d'Hochelaga prendre des photos avec la députée libérale, Soraya Martinez, et des sympathisants. Un air de campagne électorale flottait autour d'eux.

**Region:** Quebec <sup>[3]</sup>

**Tags:** federal budget <sup>[4]</sup>

policy <sup>[5]</sup>

funding <sup>[6]</sup>

spaces <sup>[7]</sup>

wages <sup>[8]</sup>

---

**Source URL (modified on 9 Aug 2021):** <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/21/08/un-investissement-f%C3%A9d%C3%A9ral-%C2%ABsans-condition%C2%BB-pour-les-garderies>

#### Links

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/21/08/un-investissement-f%C3%A9d%C3%A9ral-%C2%ABsans-condition%C2%BB-pour-les-garderies>

[2] <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/622857/pdp-trudeau-legault-services-de-garde>

[3] <https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855>

[4] <https://childcarecanada.org/category/tags/federal-budget>

[5] <https://childcarecanada.org/category/tags/policy>

[6] <https://childcarecanada.org/category/tags/funding>

[7] <https://childcarecanada.org/category/tags/spaces>

[8] <https://childcarecanada.org/category/tags/wages>